Coll.
FRC
7555

RÉFLEXIONS

POUR L'ORGANISATION DU TRÉSOR PUBLIC.

PÉNÉTRÉ du bien que doivent opérer l'ordre & l'économie, on ne peut ſous aucun prétexte ne pas ſurveiller l'emploi des fonds publics; on ne peut abandonner aux Miniſtres & à des Tréſoriers, ſoit en charge, ſoit par commiſſion, ou à titre de forfaits, les ſommes fixées à leur Département. Ce ſeroit pour eux un moyen de réclamer ſucceſſivement des indemnités conſidérables, pour pertes exagérées, pour avances de fonds ſimulés, enfin pour eſcomptes de pa-

M2 W 15361

piers, vu la néceſſité de payer en eſpeces divers objets. On doit s'attendre à toutes ces réclamations, & avec le tems elles ſeront peut-être conſidérables, tandis qu'il y aura toujours un avantage incalculable pour le Tréſor Public en ne verſant chaque jour que les fonds néceſſaires dans les diverſes Caiſſes, & non pas par douziemes (1).

On obſerve encore que la forme actuelle des paiemens dans ces Caiſſes eſt ſuſceptible d'a-

---

(1) En ſuppoſant qu'il ſoit payé 84 millions pour la guerre, le douzième qui eſt de ſept millions, donné chaque mois, ſeroit un abus, attendu qu'excepté le prêt de la Troupe, au plus de 4 millions, le ſurplus de 3 millions par mois pour les divers Entrepréneurs & Fourniſſeurs, reſtera pendant ſix, neuf & douze mois dans la caiſſe, & au profit du Tréſorier; par conſéquent en perte pour l'Etat, & le Public, par le retard qu'on lui fait éprouver, vu les opérations que le Tréſorier fait avec ce jeu de caiſſe, ce qui lui donne, en 3 ou 4 années d'exercice, des millions de bénéfice, ou provoque ſa ruine, la perte des finances de l'Etat, celle du Public trop crédule, & opérera celle des Miniſtres reſponſables. Cet abus peut ſe perpétuer tant que le Tréſorier ſera en exercice, vu les reviremens d'un exercice à l'autre.

THE NEWBERRY LIBRARY CHICAGO

bus, & qu'au lieu d'acquitter ſur des mandats motivés au gré de l'Adminiſtrateur, ſans autre ſignature que la ſienne, il paroîtroit convenable que chaque Particulier reçût, ſoit pour à compte ou pour ſolde ſur ſa quittance viſée alors par l'Adminiſtrateur.

Enfin, l'économie des Finances étant une baze de la félicité publique, on doit la porter principalement ſur les objets nuls, & on ignore quels motifs pourroient déterminer à conſerver ces inutils Adminiſtrateurs, dont la ſuppreſſion ſeroit une ſage & utile économie, vu qu'un premier Commis ſeroit ſuffiſant dans chaque Département, pour recevoir les ordres du Miniſtre, & correſpondre avec l'Intendant du Tréſor Public.

Ce ſage établiſſement peut être perfectionné & porté à la plus haute économie ſans que la claſſe inférieure des Co-opérateurs, dont la laborieuſe activité eſt conſacrée aux beſoins de leur famille, ſouffre de réduction ou la perte de leur état, ce qu'ils ont lieu de craindre par

705

la rapacité d'un Financier qui se trouveroit maître de tourner à son profit la sueur & les larmes des victimes de sa cupidité, s'il obtenoit un forfait pour les frais de son Département.

C'est sur tous les objets que la Nation doit montrer ses vues bienfaisantes; elle en retirera tout le fruit par moins de gêne pour le Trésor Public : point de divertissement de ses fonds, point d'indemnités exagérées, & peut-être sera-ce détruire une coalition dangereuse des Ministres & des Financiers, & leur ôter les moyens de renverser les chefs-d'œuvres de nos Représentans.

De L'Imprimerie du JOURNAL GRATUIT, Boulevard de la porte St. Martin à celle St. Denis, N°. 3.